

Entre le lys et l'érable

I. Requiem pour une défaite

Jean-Herman Guay

Pierre-Alain Cotnoir

Pierre Drouilly

Pierre Noreau

Les auteurs sont membres du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP). Ce texte est basé sur un exposé fait le 11 juin 1997 devant les IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)

Souvenez-vous: le soir du 30 octobre 1995, les souverainistes soulignaient fièrement leur quasi victoire. Ils avaient presque gagné; il ne leur manquait que quelques milliers de votes. "À bientôt" lançait le vice-premier ministre Landry. Il aurait suffi pratiquement qu'un électeur par bureau de vote change son fusil d'épaule pour qu'un nouveau pays apparaisse sur la carte du monde. Le diagnostic était prononcé avec certitude: l'accession à la souveraineté était dans son dernier droit; le mouvement est à présent inéluctable. Avec le renouvellement des générations, certains ont même prédit à quel moment l'on pourrait hisser le drapeau du Québec souverain! Cet optimisme est fondé sur un postulat fort simple: une fois que l'on devient souverainiste, il n'y a plus de retour possible; le phénomène est irréversible. "Souverainiste un jour, souverainiste toujours" illustre bien cette épistémologie de l'opinion publique québécoise: une fois convaincu, point de retour.

Le soir du 2 juin 1997, les souverainistes réalisaient que leur lecture de l'opinion publique québécoise était peut-être trop simple. La conviction souverainiste est plus friable qu'on ne le croit. On a eu beau obtenir 44 sièges, il n'en reste pas moins que l'on enregistre une perte de 11 points de pourcentage, une perte de quelque 500 000 votes. Le 2 juin dernier, le mouvement souverainiste a obtenu

son pire score depuis plus de vingt ans. Il faut avoir la lucidité de tirer les leçons de cette défaite.

Des couches friables

Mais, pour cela, il faut porter les bonnes lunettes: quand les sondeurs veulent à tout prix ranger tous et chacun dans une logique binaire — OUI ou NON — on obtient une image trompeuse de la réalité, comme si elle était composée de deux blocs monolithiques. Une analyse plus poussée de l'opinion publique nous apprend que l'appui à la souveraineté est finement stratifié.

Une métaphore géologique nous permet d'illustrer cette réalité. Si on analyse le vote du OUI obtenu le 30 octobre 1995, on trouve au départ une strate de calcaire formant 30 % de l'électorat. Ces gens sont acquis à la souveraineté. Peu importe les porte-parole, les événements de campagne, ou leur traitement médiatique, leur choix ne fait pas de doute, du moins sur une longue période. Ils sont également cohérents: ils votent pour le Parti québécois au provincial, pour le Bloc à Ottawa. En 1992, ils ont rejeté l'accord de Charlottetown et répondent OUI à la souveraineté d'une enquête à l'autre. Ils ont voté OUI en 1995. Les politiques budgétaires du gouvernement Bouchard peuvent aujourd'hui les hérissier, les choquer, mais leurs convictions souverainistes sont à ce point cristallisées qu'ils ne dérogent guère de leur ligne de conduite, du moins dans leur très large part.

La seconde strate d'électeurs est celle du grès, une pierre déjà plus fragile: ils forment environ 15 % de l'électorat. Leur conviction est moins nette; ils n'ont d'ailleurs pas porté un intérêt marqué au déroulement de cette campagne, sinon de manière très minimale. Ils sont donc plus vulnérables aux grands effets de campagne. Une addition de facteurs les amène à hésiter, à changer d'opinion, à voter autrement. Pour compléter les 49 % de 1995, il ne reste qu'une dernière couche, celle de l'argile, soit 4 %. Cette strate est des plus volatiles: un peu d'eau et les voilà ailleurs; ils sont sensibles au moindre vent, ce sont de vrais papillons. Un rien les influence.

Du côté fédéraliste, on remarque une stratification du même type, à la différence près que la strate de calcaire est dotée d'un noyau plus important à cause en particulier du vote non-francophone massivement fédéraliste. Quand un camp a le vent dans les voiles, non seulement parvient-il à consolider ses propres strates, mais il fait des gains sur les couches les plus malléables de l'autre camp.

L'examen des résultats électoraux du 2 juin nous oblige à conclure que le camp souverainiste a perdu sa couche argileuse; il a également perdu presque la moitié de sa strate de grès. Quand les sondages affichaient d'une manière convergente un score de 32 % au milieu du mois de mai, il ne restait plus que la couche de calcaire et des miettes de celle de grès. Pourquoi donc cette érosion?

Les causes superficielles

Chacun est disposé à dresser une liste de causes des plus diverses. Sur la base des recherches que nous avons menées au cours des dernières années, il nous est possible de distinguer les causes superficielles des causes plus profondes.

Au premier rang, on trouve les causes accidentelles, qui tiennent de la logistique. L'histoire du bonnet de la fromagerie ou celle de l'autobus par exemple. Pour y remédier, il a suffi de corriger le tir. Les deux dernières semaines de campagne ont ainsi permis de projeter une meilleure image du Bloc.

Au deuxième rang, on peut repérer des causes liées au message et aux porteurs du message. Une compréhension inadéquate de l'opinion publique, ne permettant pas de définir les bons axes de communication, risque d'éroder le potentiel électoral. Des porte-parole impopulaires ou peu crédibles peuvent donner envie aux électeurs de "tirer sur le messager".

Ceux qui au sein du Bloc et du PQ ont été tentés d'ouvrir la porte à une remise en question du leadership actuel, attribuent ainsi une grande importance à ce dernier facteur. Un message transmis par un messenger inadéquat n'atteint pas la cible. Nul doute qu'au terme de cette campagne, cette interrogation reste légitime. Le mouvement souverainiste a toujours compté sur des chefs charismatiques. Manifestement, Gilles Duceppe n'en est pas un. Mais il n'y a pas que lui qui soit en cause. Lors de la dernière campagne, les alliés naturels du camp souverainiste semblaient engoncés dans d'inextricables chicanes de famille. Au-delà de la question de savoir qui avait tort et qui avait raison, l'électeur moyen, qui suit la politique d'une manière impressionniste, avait le sentiment que les Duhaine, Parizeau, Bouchard, Godbout, Duceppe et autres, formaient une famille désunie, ravagée par des problèmes de personnalités. Rien pour aider la cause.

Malheureusement, le plus souvent, l'analyse de la campagne s'arrête là. Les leçons sont simples pour l'esprit et rassurantes pour l'avenir: fini les chicanes, ayons une meilleure équipe de campagne, peaufinons nos rapports avec les médias, resserrons nos relations avec les partenaires de la souveraineté et la prochaine fois (à l'élection provinciale et lors de l'ultime référendum) tout ira mieux, beaucoup mieux. Ce raisonnement qui ne fonde le diagnostic que sur la logistique nous semble trop court. D'autres facteurs, plus fondamentaux minent le mouvement souverainiste.

Les causes profondes

Pour les identifier, il faut prendre un peu de recul et regarder l'histoire récente. Depuis les années soixante, le mouvement nationaliste québécois moderne s'est indiscutablement développé autour des événements linguistiques. 63, 22, 101, 178, 86... il suffit de mettre bout à bout ces nombres pour qu'on se rappelle des

coalitions et manifestations qu'ils ont provoquées. Le mouvement souverainiste, qui semblait absent de la scène au milieu des années quatre-vingt, a repris vie lorsque la Cour suprême a exigé des modifications à la loi 101. Aujourd'hui, rien de tout cela; le dossier linguistique est à présent apparemment fondé sur un *modus vivendi* que la classe politique — libérale et péquiste — semble accepter et que l'opinion publique semble considérer comme satisfaisant. En somme, la langue n'est plus spontanément un facteur de mobilisation. Le premier moteur de la cause souverainiste tourne au ralenti. Le règlement apparent du dossier linguistique enlève un argument important à la souveraineté.

Le second dossier est lié à l'État. Au début des années soixante, puis tout au long des années soixante-dix, l'État québécois était en pleine expansion: création de ministères, d'organismes publics, de grands projets collectifs. Ces efforts centrés sur l'activité de l'État alimentaient le mouvement souverainiste. On luttait contre le fédéral dans l'objectif de détenir tous les pouvoirs étatiques. La charge positive que ceux-ci revêtaient transformait chaque empiétement du pouvoir fédéral en une agression, en une limitation des possibilités d'affirmation de la québécoisité. Aujourd'hui, rien de tout cela. L'État québécois (à l'instar de bien des États providence du monde occidental) apparaît comme épuisé, impuissant. Il ne suscite plus la même adhésion. En conséquence, la présence du fédéral ne provoque plus la même réaction, l'État n'étant plus la voix privilégiée d'affirmation du nationalisme québécois. Tout le dossier du rapatriement des pouvoirs, et des querelles fédérales-provinciales, a perdu dès lors de son impact mobilisateur. Il est devenu caduc. Voilà donc un second moteur qui tourne au ralenti. Et même quand on en aura fini des coupures dans le secteur public, le rapport émotif à l'État continuera d'être distant, sceptique, ou du moins problématique. La magie du nationalisme étatique ne joue plus, et sera difficile à réanimer dans un avenir prévisible.

C'est peut-être parce que ces deux moteurs se sont arrêtés progressivement, quasi subrepticement, au cours des dernières années, et à travers des agendas qui n'épousaient pas toujours les échéances de l'agenda référendaire, qu'on n'a pas vraiment repéré leurs effets sur la mobilisation souverainiste. Il n'en reste pas moins que ces moteurs ne tournent plus; l'avion souverainiste vole uniquement sur sa poussée d'autrefois, sur le souvenir de ses mobilisations passées. Certes, il faudrait apporter des nuances, mais un fait s'impose: bien des gens sont encore souverainistes seulement parce qu'ils l'ont déjà été.

La défiance du politique

Reste une dernière série de facteurs liés à une autre thématique: le rejet de la sphère politique. Nous vivons à une époque où la classe politique inspire de moins en moins; elle suscite la méfiance. Les politiciens sont perçus comme des Pinocchio, aux yeux d'un grand nombre de citoyens. Indéniablement, tous les partis politiques souffrent de ce phénomène, mais ceux qui ont à défendre un projet plus ambitieux, plus structurant que la simple gestion des affaires

publiques, en ressentent plus cruellement les effets. Leur projet ayant une plus longue portée, l'absence de soutien à l'endroit des émetteurs politiques entraîne un fléchissement manifeste de la charpente idéologique.

Mais il y a plus: le rejet de la sphère politique provoque aussi une méfiance à l'endroit des grands projets. Que l'on se souvienne, par exemple, que cet été la manifestation sur la "Divers-Cité" pour célébrer la fierté gaie a attiré une foule plus nombreuse que la fête nationale du Québec! Quand Jean Chrétien soutient qu'il règle les problèmes dossier par dossier, sans faire de totalité, il a fort bien compris que l'électorat ne souscrit plus à des ensembles identifiés; le pragmatisme est préféré à l'idéologie. L'électorat veut des réponses à des problèmes, des résultats rapides, des effets perceptibles... les grandes idées n'emballent plus, les horizons lointains ne sont plus dans le champ de vision d'une large part des électeurs. Le grand projet que constitue la souveraineté du Québec en subit les effets.

Demain: Les électeurs centristes